

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

PREFECTURE  
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

REÇU le

18 SEP. 2014

D.R.E.A.L.G.S. Angers

-----  
Installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRETE**

**Le préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'honneur,**

**Mise en demeure**

Société SEDA  
à CHAMPTEUSSE SUR BACONNE

DIDD - 2014 - n° 301

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu en particulier l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que « l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu les articles 4 et 9.3 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances et préparation dangereuses présents dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, imposant la réalisation d'une étude de dangers pour les sites AS au plus tard deux ans après la date à laquelle l'établissement devient soumis ;

Vu le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées qui crée la rubrique 2790 avec un seuil AS (autorisation avec servitude d'utilité publique) ;

Vu le courrier de l'exploitant du 11 avril 2011 complété le 23 juin 2011, par lequel la société SEDA, située route de Sceaux à CHAMPTEUSSE SUR BACONNE (49220), déclare au préfet de Maine-et-Loire les modifications apportées au classement de ses activités suite à la parution du décret du 13 avril 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD - 2013 n° 86 délivré le 18 avril 2013 à la société SEDA, listant les rubriques des installations autorisées pour son site de CHAMPTEUSSE SUR BACONNE, en particulier la rubrique n° 2790-1-a de la nomenclature des installations classées selon le régime AS ;

Vu l'étude de dangers remise par la société SEDA le 23 mai 2013 (référence AMARISK Mai 2013 - version V1.0 130521) et sa mise à jour remise le 3 Avril 2014 (nouvelle référence AMARISK Mars 2014 - version V1.1 140321) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 10 décembre 2013 ;

Vu les constats formulés par l'inspection des installations classées dans son courrier du 4 août 2014 ;

Considérant que cette deuxième version de l'étude de dangers n'est pas recevable en tant qu'elle ne respecte pas les exigences définies dans le guide d'élaboration des études de dangers pour les établissements soumis au régime de l'autorisation avec servitudes donné dans la circulaire du 10 mai 2010 ;

Considérant que cette étude ne permet pas en conséquence, de justifier que l'exploitant met en œuvre toutes les mesures de maîtrise du risque interne de l'établissement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEDA de réaliser une étude de dangers conforme aux attendus de la réglementation définie par le code de l'environnement.

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture,

Arrête :

**Article 1er :** La société SEDA, dont le siège social est situé Tour CB21, 16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite route de Sceaux à CHAMPTOUSSE SUR BACONNE, de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 susvisé en réalisant et transmettant à Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire une étude de dangers réalisée selon les exigences du guide d'élaboration des études de dangers de la circulaire du 10 mai 2010 **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

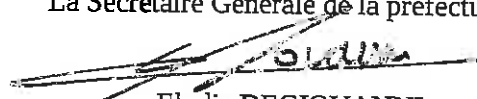
- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie de CHAMPTOUSSE SUR BACONNE ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de CHAMPTOUSSE SUR BACONNE et envoyé à la préfecture, bureau des ICPE et de la protection du patrimoine.

**Article 5 :** La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de SEGRE, le maire de LASSE, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le 12 SEP. 2014

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale de la préfecture



Elodie DEGIOVANNI

